



# Indio, guerillero et révolution

HERVÉ HUNTZINGER

La guerre du Vietnam, la déclaration de l'OLAS, les émeutes raciales, les guerilleros guatémaltèques, les hippies de San Francisco, Stokely Carmichael, les «-Special Forces » de Panama ; voilà des faits, des noms apparus aux premières pages des journaux, jetés aux badauds depuis les panneaux lumineux de Broadway.

Mais ce sont là faits bruts que les analystes politiques n'ont pas étudié, tous préoccupés qu'ils étaient par la guerre du Vietnam et le conflit du Moyen-Orient.

Or, la lutte contre l'impérialisme ne se divise pas, bien au contraire, et sans vouloir prétendre que les luttes révolutionnaires prendront en Amérique Centrale la forme aiguë qu'elles manifestent au Vietnam et en Palestine, ce serait néanmoins le rôle des forces anti-impérialistes d'étudier à partir des faits actuels les voies et les moyens de la lutte anti-impérialiste sur le Continent américain.

Elle aura un aspect tout à fait différent et sera rendue plus difficile pour plusieurs raisons.

D'abord la proximité géographique qui se traduit par l'éloignement des pays socialistes : la lutte devra se développer dans ces pays d'une manière croissante et devra toujours progresser dans le peuple pour pouvoir atteindre le niveau nécessaire à la généralisation de la guérilla. Tout coup porté à l'impérialisme à un pays de guérilla est souvent fatal dans ces pays parce que les renforts en hommes et les appuis logistiques sont à rechercher autour de ce foyer même et - à court terme du moins - nulle part ailleurs. Dans ces conditions l'échec partiel signifie souvent la destruction ou l'étouffement du centre anti-impérialiste.

Ensuite, en Amérique Latine plus que partout ailleurs dans le Tiers Monde, le capitalisme américain a noué des liens amples et intenses avec les bourgeoisies nationales et c'est pourquoi les motifs idéologiques ou messianiques du genre « défense du monde libre », « lutte contre la dictature communiste » sont dans ce cas particulièrement significatifs de la volonté hypocrite des dirigeants américains de camoufler sous des dehors moraux les nécessités sordides de défense de leurs intérêts capitalistes extérieurs, nécessaires au développement de la société d'abondance à l'intérieur des U.S.A.

Dans cette perspective, je vais essayer d'étudier les caractéristiques de la lutte anti-impérialiste au Guatemala et ses chances dans le futur.

J'aurais voulu pouvoir parler du Mexique, mais hélas ce pays a fait sa révolution en 1910 (Pancho Villa, Zapata). Cette révolution a abouti effectivement à la disparition du grand capitalisme agraire, à la

nationalisation des pétroles (en 1932), à un effort d'éducation actuellement très important et très prometteur, mais aussi à la naissance de ce curieux parti qui a tout pouvoir et dont le nom résume l'origine agitée et le présent assagi : le P.R.I. : Parti Révolutionnaire Institutionnel.

Le Mexique est devenu un pays de capitalisme dirigé, lancé à l'heure actuelle dans la grande aventure du développement, et les problèmes qui s'y posent sont ceux de la rapide modification des structures sociales, donc des problèmes de dynamique dans un cadre de relative démocratie politique et les forces socialistes peuvent espérer, dans le grand bouleversement des choses et des hommes que vit le Mexique, abattre peu à peu le mythe du P.R.I. comme le font les forces de gauche en Inde à l'égard du parti des successeurs de Gandhi.

Au Guatemala les forces de gauche n'affrontent pas des problèmes de modification des structures. C'est un pays qui grâce à son relief très varié bénéficie de climats très différents mais permettant (dans au moins une moitié du pays) d'assurer l'existence d'une agriculture qui devrait être prospère. Dans la partie basse (« les terres chaudes ») devraient se développer les cultures tropicales d'exportation qui garantiraient le financement des importations industrielles.

Dans la partie haute (« terras frias » : terres froides) il est possible de développer des cultures de climat tempéré (élevage céréales) fournissant le ravitaillement des 4,5 millions de guatémaltèques.

Pendant longtemps le Guatemala fut connu comme la chasse gardée de l'*United Fruit C°* qui avait monopolisé, pour un prix ridicule, les meilleures terres chaudes du pays pour y

développer d'une manière intensive la culture de la banane.

Mais depuis quelques années *l'United Fruit* a retiré la majorité de ses capitaux d'un pays qui s'était déjà laissé tenter par le progressisme de Arbenz en 1954 et qui de plus était trop soumis aux caprices météorologiques.

Mais, si dans l'agriculture, l'impérialisme a préféré chercher ailleurs un terrain plus sûr, dans l'industrie de transformation et dans le commerce que dans l'industrie du bâtiment - relativement dynamique il a trouvé des secteurs de relève qui assurent des taux de profit tout à fait satisfaisants.

Il suffit de faire le tour des centres commerciaux guatématèques pour constater que tous les produits nécessitant la transformation, même la plus simple, sont soit importés des U.S.A., soit de préférence - la main-d'oeuvre n'est pas chère - élaborés dans des filiales implantées autour de la capitale.

D'ailleurs la dépendance économique du Guatemala envers le capitalisme américain transparaît bien dans le niveau absurde fixé pour la valeur de la monnaie du pays : le quetzal est à parité avec le dollar, ce qui entraîne une surévaluation importante des prix intérieurs, étant donné les revenus monétaires moyens des Guatémaltèques. Mais peut-être qu'ainsi les calculs de rentabilité sont simplifiés.

De quoi vit le Guatemala ?

D'abord et surtout de la douane. Sans tenir compte des menus - par rapport à la masse globale - prélèvements que chaque personne entrant dans le pays devra verser à une cohorte d'officiers de douane pour qu'ils veuillent bien avoir l'obligeance de tamponner votre passeport ou de fouiller vos bagages; la masse

des taxes douanières constitue, d'après certains, près de 30 ou 40 % des recettes publiques.

Ceci explique que les prix des objets importés soient doublés par rapport à leur valeur hors taxe, mais' cela ne saurait gêner la bourgeoisie locale qui a su aménager ses revenus en conséquence, et ne saurait intéresser en aucune sorte la masse des « campesinos » qui vivent dans des cahutes et se nourrissent de « tortillas » (galettes de maïs) et de « frigosles » (haricots noirs).

La deuxième source de revenu est constituée par l'aide financière américaine qui permettra d'importer les machines, les voitures et les gadgets qui sont nécessaires pour faire de Guatemala City une métropole nord-américaine au clinquant facile et trompeur, sillonnée de limousines se croisant indéfiniment au milieu du damier des rues et des avenues, tel un Chicago sous les tropiques. Ne négligeons surtout pas l'aide militaire, les « conseillers logistiques » des Special Forces et non plus les « routes touristiques » dans les sierras les moins touristiques.

Pour être complet il faudrait aussi parler de la concussion (sous cette latitude, on ne parle pas de bakchich, mais de « mordida »), qui permet à tous les guatémaltèques bien placés de tripler leur revenu. C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner du faible budget de fonctionnement, révélateur d'émoluments médiocres. La « mordida » pourvoiera à ce que le budget ne peut prendre en compte.

Nous comprenons alors la structure sociale du Guatemala. La bourgeoisie locale dévouée et inféodée à l'impérialisme américain, formée principalement d'immigrants de souche espagnole directe et également d'assez

nombreux immigrants allemands (venus surtout de la communauté israélite, bien que d'anciens nazis aient également trouvé ici une terre hospitalière et retirée).

Puis l'immense masse des « Indios », c'est-à-dire des descendants directs des Indiens Maya qui ont jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle développé ici une civilisation remarquable par son pacifisme, son raffinement et son éclat.

Hélas, 10 siècles plus tard le fier Maya est devenu le misérable Indio (1 Indio = 1 peso (40 centimes, dit-on toujours à Guatemala City) analphabète à 90 %, voué obstinément à la culture de son lopin de terre et toujours doté des mêmes moyens techniques que 10 siècles auparavant - la roue est encore inconnue, de même que la charrue (en pays indien) -.

Certains croient qu'il y a là une potentialité révolutionnaire formidable non seulement au Guatemala (où les Indiens forment 80 % de la population) mais aussi dans l'ensemble des pays « indiens » de la Cordillère des Andes (Pérou, Equateur, Bolivie).

En fait, à court terme, fonder une stratégie révolutionnaire sur le peuple indien est illusoire. Il est encore trop tenu par l'immense chaîne des superstitions religieuses mi-Maya, mi-Chrétienne, par le refus systématique de cette civilisation technicienne venue détruire la sienne. Je ne préjuge pas ici de l'attitude des indiens de pays plus ouverts, plus dynamiques, plus mêlés au point de vue racial que le Guatemala, mais ce qui frappe le visiteur étranger dans ce pays c'est l'attitude de refus de l'Indien par rapport à tout ce qui lui a été imposé depuis Don Pedro de Alvarado qui a conquis le pays en 1524. L'Indien est un homme d'une immense tristesse dont il ne sort que pour des fêtes

mi-païennes, mi-sacrées qui s'achèvent - et c'est un spectacle poignant - par de véritables crises collectives de désespoir.

Refus du présent, le regard tourné 10 siècles en arrière, il est bien évident qu'on ne peut attendre d'un peuple qui refuse la roue qu'il enclenche un processus révolutionnaire. Celui-ci ne peut naître que d'un certain développement des forces productives issu lui-même d'une adhésion des groupes sociaux aux révolutions techniques apparues depuis le XIXe siècle.

C'est justement l'attitude du groupe « ladino » formé des métis espagnols-indiens. Travaillant dans les grands domaines agraires - alors que l'Indien cultive la terre de son village ou dans les usines implantées à la périphérie de la capitale, le ladino est confronté à un type de civilisation qu'il sait lui être imposé de l'extérieur. Des syndicats se sont formés, des leaders sont sortis du rang, une conscience politique existe.

Cette perception diffuse de l'impact de l'impérialisme a été canalisée par l'apport de jeunes officiers issus de la bourgeoisie, par les étudiants et ceci s'est cristallisé avec l'échec du réformisme du colonel Arbenz.

La démonstration - par l'épreuve de force avec les mercenaires de l'impérialisme - de l'impossibilité du réformisme a entraîné une prise de conscience de la nécessité d'une lutte révolutionnaire contre l'ennemi.

C'est pourquoi depuis 10 ans, dans la Sierra de Las Minas notamment, les maquis du F.A.R. mènent la lutte.

Mais cette lutte a peu de chances de renverser le rapport de forces. Et cela pour plusieurs raisons.

Les Etats-Unis disposent avec les membres des « Special Forces » d'une remarquable phalange de spécialistes de la lutte anti-guérilla qui de plus, dans le camp de Panama, forment des officiers sud-américains aux méthodes de cette guerre assez particulière. Parlant couramment l'espagnol, souvent même d'origine sud-américaine, les officiers des « Special Forces » n'hésitent pas à prendre en quelque sorte le « contre maquis » et à acquérir cette connaissance du terrain, cette mobilité qui ont permis au capitaine Ramirez de retrouver - sur renseignements - la piste du « Che » dans la Sierra bolivienne.

Mais le facteur essentiel est l'indifférence, la passivité des masses indiennes. On constate ainsi qu'au Guatemala les régions habitées par les Indiens, le plus souvent inaccessibles par les transports modernes, sont les régions qui n'ont pas été touchées par la guérilla. La Sierra de Las Minas à la frontière du Harduras, peuplée de métis (Ladinos) est le foyer de lutte, mais c'est malheureusement une région plus accessible et les Américains ne se privent pas d'y construire des routes.

C'est pourquoi au Guatemala, la bourgeoisie et les Américains se sont accommodés de cette situation.

La guérilla contenue dans la région habitée par les métis ne peut se répandre dans l'ensemble du pays indien.

L'autre moyen d'enclencher un processus révolutionnaire décisif était d'intervenir dans les villes par l'intermédiaire des syndicats ouvriers et des étudiants. Ce mouvement prit une certaine ampleur : des manifestations effrayèrent les

militaires, des assassinats de membres de la police militaire les décidèrent à agir.

Ils le firent sous le couvert d'une organisation anti-gouvernementale d'extrême-droite : la « Main Blanche ». En fait le Gouvernement de Mendez-Monténégro, s'il est effectivement d'inspiration libérale, est prisonnier de l'armée et des grands propriétaires terriens et ne peut absolument pas lutter contre la « Main Blanche » : ce serait signer sa condamnation à très brève échéance.

Aussi depuis 2 à 3 ans dans tout le Guatemala on signale les disparitions de leaders syndicaux, de « progressistes », d'étudiants. Disparitions « inexplicables », qui s'expliquent quand on sait que la Main Blanche a condamné à mort tous les communistes, ce qui en Amérique Latine vise tous les ennemis des situations acquises par l'impérialisme.

Donc malgré la présence du Gouvernement libéral qui permet de présenter une façade de respectabilité aux ambassadeurs et aux touristes que l'on voudrait attirer, au Guatemala depuis 1954, la lutte cruelle, sanglante mais toujours dans l'ombre, oppose les pauvres aux riches, les forces populaires aux soutiens de l'impérialisme.

Mais malheureusement la plus vieille guérilla du monde après celle du Vietnam a peu de chances de déboucher sur un pouvoir socialiste au cour de l'Amérique Centrale et cela tant que les 80 % d'Indiens, qui sont les plus pauvres, les plus oubliés par les « plans de réforme » du président Mendez, n'auront pas été intégrés - et ce par une action spécifique et de longue haleine - au combat.

